

N° 2022/O2/55

**Question orale déposée par Xavier LACOMBE  
Au nom du groupe « Un Soffiu Novu »**

**OBJET : URGENCE CLIMATIQUE & DEFIS ENERGETIQUES – QUE FAIT  
NOTRE COLLECTIVITE ?**

Monsieur le Président,

De 1<sup>er</sup> territoire à se doter d'une PPE en 2015 sensée mettre à l'abri la Corse sur le plan énergétique pour de nombreuses années, la Corse est aujourd'hui la seule région à ne pas avoir de programmation pluriannuelle de l'énergie dans un contexte de tension internationale et de réchauffement climatique préoccupants.

Après la solution GAZ NATUREL largement médiatisée, il est question aujourd'hui dans les médias de biocarburants sans aucune confirmation.

Quand comptez-vous informer cette assemblée, les corses en général et présenter une PPE actualisée ?

Quelles en seront les orientations ? Comment parvenir à l'objectif d'autonomie énergétique en 2050 si on reste aussi frileux sur les installations photovoltaïques, éoliennes et hydroélectriques... et cela me permet de faire la jonction avec le 2eme volet de ma question.

Le réchauffement climatique que l'on constate depuis ces dernières années après un été 2022 qui a battu tous les records de chaleur et sécheresse, rend la politique de l'eau plus centrale qu'elle ne l'a jamais été.

Dans la foulée du schéma d'aménagement hydraulique acté après le vote du PEI de 2003 à 2021, en 2020 a été présenté le plan Acqua Nostra 2050, voté à l'unanimité même si nous avons des doutes sur son opérationnalité. Nous avons trouvé un accord global sur les retenues collinaires, sur les STEPs solaires pour permettre via l'énergie photovoltaïque de pomper l'eau en aval des barrages pour la remonter en amont et faire en sorte qu'elle soit retournée, sur les rehausses de certains barrages, sur les opérations de réhabilitation des réseaux pour limiter les déperditions, etc...

Aujourd'hui il faut l'activer, l'accélérer et trouver les financements nécessaires pour parvenir à réaliser ces 600 millions d'investissements prévus. Il faut également se pencher en urgence sur la réutilisation des eaux usées, procédé opérationnel dans les pays d'Europe du sud et Israël.

Autre conséquence de la sécheresse, le risque incendie qui court toute l'année.

En octobre 2017, j'avais porté une motion demandant une présence permanente de moyens aériens en période estivale en Corse pour prévenir les incendies et intervenir sans délai en cas de départ de feu. Pour rappel, la flotte de la sécurité civile, dotée de 11 appareils vieillissants est basée à Nîmes, ce qui nécessite un temps de trajet d'une heure trente.

Chantal Pedinielli avait réitéré en février 2020 suite à l'incendie de Bavella.

À l'occasion du vote de ces motions, il était prévu de réunir un groupe de travail sous l'autorité de l'exécutif, groupe de travail qui ne s'est jamais réuni...

Que comptez-vous faire ? Quand ? Et dans quelle configuration ?

Monsieur le Président, l'actualisation de la PPE, la mise en œuvre des investissements urgents sur les infrastructures d'eau dont le dernier ouvrage structurant remonte à une dizaine d'années avec le barrage du rizzanese, les moyens de lutte contre les incendies et la liste n'est pas exhaustive sont des priorités.

Je vous remercie Monsieur le Président de nous éclairer **CONCRÈTEMENT** sur ces 3 points.